

« à moins que la rente de sa ferme ne soit exorbitante. »

Ces paroles sont pleines de sens, mais si l'auteur avait écrit ces quelques lignes pour nos cultivateurs canadiens, eux qui sont tous propriétaires de la terre qu'ils cultivent, il aurait ajouté ces mots : Pour le cultivateur intelligent qui peut à volonté, fabriquer des engrais sur sa terre avec une grande économie, et qui sait les appliquer suivant la nature des plantes et celle du sol, pourrait-il échouer dans son entreprise agricole !

(Tiré d'un manuscrit, inédit, sur l'agriculture.)

Chronique Parisienne.

Paris, 13 Août,

A aucune époque de notre histoire le gouvernement de la France ne se vit chargé d'une responsabilité plus grande que celle qui pèse sur l'administration présidée par le général Cavaignac. Les destinées de la France, et de l'aveu de l'Europe entière, celles du monde civilisé sont, pour ainsi dire, entre ses mains. Cela est vrai, aujourd'hui surtout que le dénouement des affaires d'Italie vient de nous créer une situation toute nouvelle, que le gouvernement a été le premier à prévoir, et qu'il aurait peut-être réussi à empêcher, si l'Italie elle-même avait été moins confiante dans ses propres forces.

En présence d'événements aussi graves, en présence de l'intérêt général qu'inspire en France la cause de l'Italie, avant de s'engager dans une voie qui devait aboutir à la paix ou à la guerre, à une guerre européenne peut-être, le gouvernement dut tenir compte de ce qu'exigeaient tout à la fois les nécessités traditionnelles de notre politique et la situation actuelle de la république.

Il comprit que, dans un temps où le développement et la sûreté des relations commerciales sont devenus la condition de la prospérité et de l'influence des peuples, il importait de ne pas perdre de vue les intérêts industriels. Pénétré de la nécessité de rétablir le crédit public qui commence à se raffaîmir, persuadé, en même temps, que la France, pour aucune considération, ne saurait jamais transiger avec les lois de l'honneur, le gouvernement s'efforça de concilier ce qu'il devait à la dignité du nom français avec les exigences légitimes des intérêts particuliers.

En un mot, accepter la guerre, si notre honneur le demandait, l'accepter, non pas au nom d'un souverain trop souvent dirigé par des préoccupations étrangères aux vœux et aux besoins du pays, mais au nom du pays lui-même ; au nom de l'Assemblée nationale, seule arbitre de la paix et de la guerre ; l'éviter, au contraire, mais sans

faiblir à aucun de nos devoirs, et sans descendre du rang que la France doit occuper dans le concert européen, si l'éviter était possible : telle fut la ligne de conduite que se traça tout d'abord le gouvernement, telle fut la seule politique qui lui parut digne de la république.

Cette politique, le gouvernement l'a suivie loyalement, sans arrière-pensée. Il doit se trouver déjà assez récompensé de ses efforts, puisqu'il peut aujourd'hui faire partager à la France entière les espérances qu'il est fondé à concevoir du prompt rétablissement de la paix en Italie, par la médiation de la France et de l'Angleterre.

L'action commune des deux puissances a déjà commencé à s'exercer sur plusieurs points de la Péninsule. Et si on pouvait douter des résultats que doit amener l'accord des deux nations les plus influentes de l'Europe, réunies dans une seule et même pensée et pour un intérêt qui est celui du monde entier, nous ajouterions qu'on trouverait dans les rapports qui s'établissent entre la France et les autres puissances étrangères de nouveaux motifs de confiance et de sécurité. Ces rapports sont de la nature la plus bienveillante, et nous n'exceptons pas même les gouvernements que le nom seul de république semblerait devoir prévenir contre la France.

Nous avons donc tout lieu d'espérer que cette médiation de la France et de l'Angleterre en Italie sera suivie d'un prompt et honorable résultat, et qu'elle servira de prélude à une pacification générale.

La lutte qui se poursuit dans les duchés pour des intérêts relativement secondaires doit être arrêtée. Le parlement allemand voudra, nous n'en doutons pas, que son premier acte soit un acte de conciliation, et il s'unira à tous nos efforts pour faire conclure un accord déjà trop longtemps retardé. Il n'oubliera pas que l'efficacité de son action dépend de sa sagesse.

Ainsi la république, à peine constituée, aura repris en Allemagne, en Italie et partout en Europe, la place que la politique timide, irrésolue, complaisante de la royauté lui avait fait perdre, et la France donnera au monde reconnaissant le spectacle d'une démocratie qui, après avoir régénéré l'Europe par ses principes, sait contenir tous les éléments de force qu'elle renferme, et n'ambitionne d'autre gloire que celle de pacifier le monde.

Correspondance d'Allemagne.

On écrit de Vienne, à l'Union :

« Vous ne reconnaîtrez plus la physiognomie de Vienne. Au calme autrichien, à sa méthodique régularité, a succédé une agitation fébrile. La bonhomie viennoise a disparu sous le képy militaire, et les sons

guerriers du tambour font dédaigner l'harmonie du Volusgarden et du Sperlé.

« On ne voit partout que les uniformes variés des gardes notionaux : les uns dans la tenue rigoureuse du service ; d'autres, substituant au ceinturon noir et à la giberne un sabre élégant, et se fabriquant une tenue de fantaisie qui dans l'habitude ordinaire, remplacé le franc bourgeois. Parmi ces uniformes se distingue la tunique noire de l'étudiant. Tout fier d'une révolution qui est son œuvre, il a le regard assuré et la démarche hautaine ; son chapeau de feutre, relevé à la Henri IV, est garni de plumes d'autruches et orné, sur le devant, d'une grande majuscule d'argent : S. M. P. T., qui indique la faculté dont il fait partie ; car les facultés ont servi de base à l'organisation militaire de l'Université.

« Le son du tambour n'est interrompu que par la voix aigre des crieurs publics. Ici des bulletins de l'armée d'Italie, des proclamations de l'archiduc Jean, les actes de la Diète de Francfort ; plus loin, des adresses au peuple, des pamphlets, des journaux de toutes couleurs et dont les titres et les devises rappellent nos journaux. Dans le nombre, il est juste de distinguer le Sans-Culotte. Tout cela promet.

« Il faut ajouter à cette efflorescence de publicité les nombreux placards qui tapissent les murs, et les lithographies politiques, portraits, caricatures, scènes révolutionnaires ; des enseignes qui, à elles seules, sont l'indice d'un changement profond dans les mœurs. Le Café national, l'Hotel national, et puis cent fenêtres pavoisées aux couleurs allemandes (noir, rouge et or), couleurs que l'on retrouve sur toutes les poitrines, tantôt en rosettes, tantôt en cordons de montre ou de lognons.

« Pour que rien ne manque au programme, Vienne, comme Paris, a ses clubs, dont le principal, formé de la garde nationale et des étudiants, exerce la plus grande influence sur les affaires publiques ; et, avec les clubs, un commerce ruiné, des boutiques désertes, une industrie aux abois, des fabriques fermées, quarante mille ouvriers sur le pavé formés en ateliers nationaux et à la charge du Trésor public.

« Un beau matin, on fit partir de Vienne quelques détachements de ces ateliers nationaux, qui commençaient à donner de l'inquiétude, et Frohsdorf reçut tout à coup une centaine de ces dangereux hôtes. Un jeune étudiant, de dix-huit ans à peine, était à leur tête.

« La terreur se répandit dans la contrée ; mais la fermeté de l'auguste fille de Louis XVI, et les sages mesures qu'elle adopta tout aussitôt, ramenèrent bientôt la confiance et la sérénité. Elle fit venir le jeune chef des ouvriers, lui signifia, d'un ton